



## L'INTERSYNDICALE VOIE PRO EXIGE LE RETRAIT DU PROJET DE RÉFORME GRANDJEAN CONTRE LE LYCÉE PROFESSIONNEL

La ministre déléguée à l'enseignement et la formation professionnels s'arcboute sur ses positions de casse du lycée professionnel en voulant imposer une dégradation brutale et scandaleuse de la classe de terminale. Le calendrier imposé est de surcroît intenable et irrespectueux du travail des personnels car la mise en œuvre de ce projet est envisagée dès la rentrée 2024.

Concrètement, le parcours commun des élèves de lycée pro serait diminué de 6 semaines et les épreuves aux examens avancées afin d'introduire un parcours personnalisé de 6 semaines. Ce projet est bien une forme de recyclage de l'échec criant du bac Blanquer.

Après un bac pro 3 ans, c'est un bac pro 2,5 ans, voire 2 ans qu'organise le ministère. Au prétexte de diversification, le ministère détournerait des centaines d'heures de cours pour répondre à une commande présidentielle : augmenter le nombre de semaines de stages. Inacceptable quand nos élèves ont besoin de plus d'heures de cours dans les disciplines générales et professionnelles pour obtenir de vraies qualifications . C'est toute l'architecture du bac pro qui est laminée.

Comme si cela ne suffisait pas, cette dévalorisation du bac pro s'accompagne, dès cette année, de la refonte de la carte des formations qui prévoit la réduction de 15 % des places de formation actuelles décrétées « non-insérantes » à la rentrée 2026. Ce qui ne laisse guère de doute sur l'ampleur des suppressions de postes et des reconversions forcées que vont subir les collègues.

Ce n'est ni l'intérêt des élèves ni celui des personnels qui conduit cette réforme. Avec les personnels, nous refusons ce projet : le ministère portera la lourde responsabilité d'un accroissement du décrochage scolaire, de résultats en baisse aux examens et d'une dégradation sans précédent des conditions de travail des personnels et de leur statut. C'est clairement une annualisation du temps de travail des PLP qui se profile.

Le ministère veut prendre de court les PLP, les élèves et leurs organisations représentatives dans un agenda très rapide : les textes passeront au Conseil supérieur de l'Éducation le 14 décembre. C'est une nouvelle fois un profond mépris envers les PLP et leurs syndicats. La réforme de la voie professionnelle préfigure un véritable plan de licenciement des LP pour répondre aux exigences du marché. Il s'agit de développer l'apprentissage dans les lycées professionnels avec, dans une même classe, des apprentis et élèves sous statut scolaire puis de confier, à court terme, la formation aux patrons eux-mêmes.

Pour stopper ce démantèlement organisé de nos lycées pros et contre cette dégradation de la classe de terminale nos organisations mèneront le combat en intersyndicale.

En Finistère, l'intersyndicale voie pro CGT Éduc'action, CGT-EP, SNETAA FO, SNFOLC FO, SNUEP-FSU, SUD Éducation, SUNDEP Solidaire appelle tous les personnels à échanger et organiser partout des heures d'information syndicale et des assemblées générales d'établissement pour amplifier la mobilisation. Elle exige le retour sous la seule tutelle de l'Éducation nationale et le retrait de cette réforme des lycées pros.